

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

MILLEIS BANQUE

Société Anonyme au capital de 135.684.390,52 €
Siège social : 2, avenue Hoche, 75008 Paris
344 748 041 R.C.S. Paris

I. — Comptes individuels annuels au 31 décembre 2024.

1.1. — Bilan et Hors-Bilan.
(En milliers d'Euros.)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales actif	3.1	31 743	
Effets Publics et Valeurs assimilées	3.4	42 603	93 648
Créances sur les Etablissements de Crédit	3.2	50 611	61 855
Opérations avec la Clientèle Actif	3.3	401 233	336 622
Obligations et Autres Titres à revenu fixe	3.4	1 056 716	1 125 671
Parts dans les Entreprises liées	3.5	647 332	581 851
Immobilisations incorporelles	3.6	24 116	27 464
Immobilisations corporelles	3.6	7 752	8 201
Actions propres	3.7	90	
Autres actifs	3.8	15 977	17 068
Comptes de Régularisation Actif	3.8	29 647	34 577
Total actif		2 307 820	2 286 958

Les montants au 31 décembre 2024 tiennent compte de l'application, à compter de l'exercice 2020, du règlement ANC n° 2020-10 relatif à la présentation des titres empruntés et de l'épargne réglementée centralisée (cf. 2.2.1)

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales passif	3.1	425 074	69 810
Dettes envers les Etablissements de Crédit	3.2	671	149 621
Opérations avec la Clientèle Passif	3.3	1 740 059	1 896 453
Autres passifs	3.8	3 466	10 813
Dettes fiscales et sociales	3.8	8 517	11 509
Comptes de Régularisation Passif	3.8	18 102	19 371
Provisions pour risques et Charges	3.9	20 666	23 198
Capitaux propres hors FRBG	3.10	91 264	106 182
Capital souscrit		135 684	135 684
Primes d'émission		388 258	388 258
Réserves		547	547
Report à nouveau (+/-)		-418 307	-317 699
Résultat de l'exercice (+/-)		-14 917	-100 608
Total passif		2 307 820	2 286 958

Les montants au 31 décembre 2024 tiennent compte de l'application, à compter de l'exercice 2020, du règlement ANC n° 2020-10 relatif à la présentation des titres empruntés et de l'épargne réglementée centralisée (cf. 2.2.1)

HORS-BILAN	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés		
Engagements de financement	47 017	50 718
Engagements de garantie	3 369	2 677
Engagements sur titres	0	0
Engagements sur devises	0	0
Engagements reçus		
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	1 439 077	1 130 040
Engagements sur titres	0	0
Engagements sur devises	0	0

1.2. — Compte de Résultat.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	5.1	32 225	35 923
Intérêts et charges assimilés	5.1	-37 513	-23 500
Revenus des titres à revenu variable	5.2	38 148	0
Commissions (produits)	5.3	74 420	75 305
Commissions (charges)	5.3	-3 865	-4 053
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	5.4	314	304
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	5.5	-2 094	-61 155
Autres produits d'exploitation bancaire	5.6	7 579	6 961
Autres charges d'exploitation bancaire	5.6	-2 513	-2 898
Produit net bancaire		106 701	26 887
Charges générales d'exploitation	5.7	-115 194	-120 109
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	5.8	-7 127	-6 809
Résultat brut d'exploitation		-15 620	-100 031
Coût du risque	5.9	703	406
Résultat d'exploitation		-14 917	-99 624
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5.10	0	-862
Résultat courant avant impôt		-14 917	-100 486
Résultat exceptionnel	5.11	0	-122
Impôt sur les bénéfices	5.12	0	0
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		0	0
Résultat net		-14 917	-100 608

II. — Notes annexes aux comptes individuels.

2.1. — Cadre général.

2.1.1. Milleis Banque. — La société Milleis Banque (ci-après « la Société ») est une société anonyme à conseil d'administration, agréée en tant qu'établissement de crédit et prestataire de services d'investissement, ainsi qu'en tant que teneur de compte-conservateur. Son siège social est situé au 2, Avenue Hoche - 75008 Paris. Milleis Banque est soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) ainsi qu'au contrôle de l'Autorité des Marchés Financiers.

2.1.2. Evénements significatifs sur l'exercice.

— Réorganisation de la Direction Commerciale et de son réseau :

Le 08/11/2024 la nouvelle organisation de la Direction Commerciale et de son réseau a été présentée aux partenaires sociaux.

Elle s'articule désormais en trois pôles :

- Un pôle Commercial animé par deux Directeurs de Réseaux Commerciaux qui se partagent le réseau des espaces patrimoniaux de Milleis Banque
- Un pôle Distribution Produits accés sur le développement de l'offre
- Un pôle Opérationnel, support du réseau

2.1.3. Evénements postérieurs à la clôture. — A date, il n'y a pas d'évènement significatif postérieur à la clôture de l'exercice susceptible de remettre en cause de façon significative les comptes et les résultats de Milleis Banque au 31/12/2024.

2.2. – Principes et méthodes comptables.

2.2.1. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées. — Les comptes individuels annuels de Milleis Banque sont établis et présentés dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) modifié par le règlement n° 2020-10.

L'application de l'amendement n'a pas d'impact sur la présentation des titres de Milleis Banque et n'a entraîné aucune conséquence sur les capitaux propres de Milleis Banque, ni sur son résultat (cf. Annexe 3.3.1).

2.3. Principes comptables et méthode d'évaluation. — Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.3.1. Opérations en devises. — Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice.

Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

Les immobilisations et titres de participation en devises financés en euros restent valorisés au coût d'acquisition.

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

Les reports et déports sur les contrats de change à terme de couverture sont étalés prorata temporis en compte de résultat.

Les autres contrats de change et les instruments financiers à terme en devises sont évalués au prix du marché. Les contrats de change à terme secs ou couverts par des instruments à terme sont réévalués au cours du terme restant à courir. Les swaps cambistes s'enregistrent comme des opérations couplées d'achats au comptant et de ventes à terme de devises. Les swaps financiers de devises sont assujettis aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.3.2. Opérations avec les établissements de crédits et la clientèle. — Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'en cours de crédit concerné.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan.

Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'en cours de ce crédit.

— **Créances restructurées :** Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les en cours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat,

en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

— **Créances douteuses** : Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois, six mois en matière immobilière et neuf mois pour les créances sur les collectivités territoriales.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances échues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

— **Opérations de pension** : Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-06 de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêts comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

— **Dépréciation** : Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues.

Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Pour les créances douteuses impayées depuis plus de 90 jours, le provisionnement est individuel et tient compte de l'actualisation de la valeur des garanties hypothécaires (après abattement : de 25%, 35%, 45%, 60% selon qu'il s'agit d'une maison, d'un appartement, d'une procédure collective, ou d'un bien de nature « commerciale » Location meublée non professionnelle (LMNP) compris), au taux du prêt sur la durée de recouvrement estimée restant à courir (durée par défaut modélisée).

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ». La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Coût du risque ».

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

En 2024, Milleis Banque a maintenu l'approche développée depuis 2020 pour la partie crédit impactant les dépréciations des encours douteux. Cette méthode retient une approche statistique pour une partie du portefeuille, en fonction des montants et des caractéristiques des dossiers concernés. Une méthode à dire d'expert est retenue pour les dossiers les plus significatifs.

2.3.3. Titres. — Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes :

- Titres de transaction
- Titres de placement
- Titres d'investissement
- Titres de l'activité de portefeuille
- Titres de participation et parts dans les entreprises liées
- Autres titres détenus à long terme

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

— **Titres de transaction** : Il s'agit des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Pour être éligibles dans cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Les titres de transaction sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus.

A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêté.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

— **Titres de placement** : Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode linéaire.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêté.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

— **Titres d'investissement** : Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas, sauf exceptions, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenu fixe, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

— **Titres de l'activité de portefeuille** : L'activité de portefeuille consiste à investir avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il ne peut s'agir en principe que de titres à revenu variable. Cette activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de l'activité de portefeuille ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

— **Titres de participation et parts dans les entreprises liées** : Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus si les montants sont significatifs.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par ligne de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

— **Autres titres détenus à long terme** : Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

— **Reclassement d'actifs financiers** : Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est désormais possible dans les deux cas suivants :

- Dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- Lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- Dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- Lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

A noter que le Conseil national de la comptabilité, dans son communiqué du 23 mars 2009, précise que « les possibilités de transferts de portefeuille, en particulier du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement telles qu'elles étaient prévues par l'article 19 du règlement CRB n°90-01 avant sa mise à jour par le règlement n° 2008-17 du CRC restent en vigueur et ne sont pas abrogées par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Le règlement n° 2008-17 du CRC remplacé par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) prévoyant des possibilités additionnelles de transferts entre portefeuilles, ces nouvelles possibilités de transferts complètent celles précédemment définies, et ce, à compter de la date d'application de ce règlement le 1er juillet 2008.

Par conséquent, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis.

2.3.4. Immobilisations incorporelles et corporelles. — Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'ANC.

— **Immobilisations incorporelles** : Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les durées d'amortissement retenues sont de 3 à 10 ans pour les logiciels et frais d'études informatiques et de 6 à 9 ans pour les autres immobilisations incorporelles.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

— **Immobilisations corporelles** : Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation et sont comptabilisés suivant la méthode des composants.

Les durées d'amortissement retenues sont de 3 à 10 ans pour les immobilisations corporelles et équipements.

2.3.5. Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir.

Pour les dettes structurées, en application du principe de prudence, seule la partie certaine de la rémunération ou du principal est comptabilisée. Un gain latent n'est pas enregistré. Une perte latente fait l'objet d'une provision.

2.3.6. Dettes subordonnées. — Les dettes subordonnées regroupent les fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts subordonnés, à durée déterminée ou à durée indéterminée, et les dépôts de garantie à caractère mutuel. Le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.3.7. Provisions. — Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. À moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du CRC n° 2000-06 reprises dans le règlement CRC n° 2014-03.

Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux et une provision pour risques de contrepartie.

— **Engagements sociaux** : Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des Normes comptables. Ils sont classés en 4 catégories :

— Avantages à court terme : Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice y compris pour les montants restants dus à la clôture.

— Avantages à long terme : Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice ; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une

répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

Depuis l'exercice 2021, Milleis Banque applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (c'est-à-dire convergence avec la décision IRFS d'avril 2021 portant sur IAS 19).

— Indemnités de fin de contrat de travail : Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision.

Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

— Avantages postérieurs à l'emploi : Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont intégralement constatés en résultat.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

— **Provisions épargne logement** : Les comptes et les plans d'épargne-logement proposés en France à la clientèle de particuliers associent une phase de collecte de ressources sous forme d'épargne rémunérée et une phase d'emploi de ces ressources sous forme de prêts immobiliers, cette dernière phase étant conditionnée à la phase de collecte. Les dépôts ainsi collectés et les prêts accordés sont enregistrés au coût amorti.

Ces instruments génèrent pour le Groupe des engagements de deux natures :

- Une obligation de prêter au client dans le futur à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat ;
- Une obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée.

Les engagements aux conséquences défavorables pour le Groupe font l'objet de provisions présentées au passif du bilan et dont les variations sont enregistrées en marge d'intérêt au sein du produit net bancaire.

— **Provisions pour litiges** : Milleis Banque dispose d'un dispositif de remontée des litiges pouvant entraîner une perte potentielle pour l'établissement. Dès lors que l'estimation de ce risque est suffisamment étayée, une provision est constituée dans les comptes de Milleis Banque.

2.3.8. Fonds pour risques bancaires généraux. — Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par le règlement du comité de la réglementation bancaire et financière.

2.3.9. Instruments financiers à terme. — Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014- 07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

— **Opérations fermes** : Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- Microcouverture (couverture affectée)
- Macrocouverture (gestion globale de bilan)
- Positions spéculatives / positions ouvertes isolées
- Gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés prorata temporis dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant

les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

En cas de sur-couverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en sur couverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou prorata temporis selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs.

Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- Pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat
- Pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert, soit rapportées immédiatement en compte de résultat

— **Opérations conditionnelles** : Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. A la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

2.3.10. Intérêts et assimilés – Commissions. — Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Milleis Banque a choisi l'option suivante concernant les intérêts négatifs :

- Lorsque la rémunération d'un actif est négative, elle est présentée au compte de résultat en augmentation des charges d'intérêts ;
- Lorsque la rémunération d'un passif est positive, elle est présentée au compte de résultat en augmentation des produits d'intérêts.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- Commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations
- Commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation

2.3.11. Revenus des titres. — Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice.

2.3.12. Impôts sur les bénéfices. — A la suite de l'option pour le régime de l'intégration fiscale (en application des dispositions de l'article 223 A et suivants du CGI) exercée en date du 5 mars 2018 par la société Nestor Bidco (devenue le 18/04/2019 la

Compagnie Financière Holding Mixte Milleis, CFHMM), une convention d'intégration fiscale a été signée le 8 mars 2018 avec cette dernière et a pris effet à compter du 1er janvier 2018.

Milleis Banque doit verser à CFHMM, à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe et quel que soit le montant effectif dudit impôt, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat et/ou sa plus-value nette à long terme de l'exercice si elle était imposable distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont Milleis Banque aurait bénéficié en l'absence d'intégration.

Compte tenu de sa situation déficitaire, aucune imposition n'est due au titre de l'exercice 2024.

III. – Informations sur le Bilan.

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) sont présentées dans une section dédiée dans le rapport de gestion.

3.1. Caisses, banques centrales et CCP :

Actif (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Banque centrale	31 743	0
Banque Centrale - Créances rattachées	0	0
Total	31 743	0

Passif (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Banque centrale - refinancement	425 000	69 769
Banque Centrale - Dettes rattachées	74	41
Total	425 074	69 810

3.2. Opérations envers les établissements de crédit :

Actif (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires débiteurs	50 611	46 171
Créances à vue	50 409	46 171
Créances à vue - rattachées	202	0
Comptes à terme débiteurs	0	15 684
Créances à terme	0	15 000
Créances à terme - rattachées	0	684
Total	50 611	61 855

Passif (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs	671	557
Dettes à vue	671	557
Dettes à vue - rattachées	0	0
Comptes à terme débiteurs	0	149 064
Dettes à terme	0	149 064
Dettes à terme - rattachées	0	0
Total	671	149 621

Les créances à vue, au 31/12/2024, ont été retraitées du montant des sommes déposées auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations pour EUR 53,9 M€ conformément à l'ANC 2020-10.

3.3. Opérations avec la clientèle :**3.3.1. Opérations avec la clientèle :**

Actif (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires débiteurs	9 507	4 431
Autres concours à la clientèle	379 545	325 169
Crédit à l'exportation	0	0
Crédit de trésorerie et de consommation	11 297	9 314
Crédit à l'équipement	0	0
Crédit à l'habitat	304 906	276 313
Autres crédit à la clientèle	63 167	38 821
Prêts subordonnés	0	0
Autres	174	721
Créances rattachées	724	658
Créances douteuses	14 243	10 200
Dépréciations des créances sur la clientèle	-2 786	-3 837
Total	401 233	336 622

Passif (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes d'épargne à régime spécial	369 357	413 994
Livret A/ LDDS	42 085	36 838
PEL/CEL	16 323	18 854
Autres comptes d'épargne à régime spécial	310 949	358 303
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle (1)	1 368 091	1 478 434
Autres sommes dues	326	0
Dettes rattachées	2 286	4 019
Dépréciations passives des créances	0	6
Total	1 740 059	1 896 453

(1) : Pour les opérations avec la clientèle, sont mentionnés dans les comptes d'épargne à régime spécial faisant l'objet d'une centralisation auprès de la CDC :

- Le montant des dépôts collectés,
- Minoré du montant de la créance sur le fonds d'épargne, soit 53,9 M€ (mise à jour de l'article 1124-14 du règlement ANC 2014-07).

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	1 039 061		1 039 061	1 152 938		1 152 938
Autres comptes et emprunts	14	329 015	329 030	98	325 398	325 496
Total	1 039 076	329 015	1 368 091	1 153 035	325 398	1 478 434

Au titre des articles L. 312-19 et L. 312-20 du Code monétaire et financier issus de la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence, dite loi Eckert, entrée en vigueur le 1er janvier 2016, Milleis Banque a recensé au 31/12/2024 un total de 1 521 comptes bancaires inactifs qui rentrent ainsi dans le process de suivi Eckert pour un montant total de 13,0 M€.

3.3.2. Comptes et plans d'épargne logement :**— Encours de dépôts PEL/CEL collectés :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Encours - Plans épargne logement (PEL)	15 005	17 457
Encours - Comptes épargne logement (CEL)	1 318	1 397
Total	16 323	18 854

— **Encours de crédits octroyés au titre des plans et comptes d'épargne logement :**

Les encours de crédits octroyés au titre des plans comptes d'épargne-logement inscrits au bilan de Milleis Banque sont non significatifs.

3.3.3. Répartition des encours de crédit par agent économique :

(En milliers d'Euros)	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
		Brut	Dépréciations individuelles	Brut	Dépréciations individuelles
Clientèle non financière	389 051	14 243	-2 786	6 376	-2 412
Entreprises	91 754	3 912	-835	2 201	-803
Particuliers	297 298	10 331	-1 950	4 175	-1 610
Autres					
Clientèle financière	1				
Créances rattachées	724				
Total au 31 décembre 2024	389 776	14 243	-2 786	6 376	-2 412
Total au 31 décembre 2023	330 259	10 200	-3 837	7 507	-3 158

3.4. Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable.

3.4.1. Portefeuille titres. — Le poste « Effets publics et valeurs assimilés » est composé d'obligations émises par les Etats ou administrations nationales éligibles aux interventions de la Banque Centrale Européenne.

3.4.2. Titres de placement et d'investissement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Placement	Investissement (1)	Total	Placement	Investissement (1)	Total
Effets publics et valeurs assimilés	42 603	0	42 603	93 648	0	93 648
Valeurs brutes	44 015	0	44 015	94 784	0	94 784
Créances rattachées	67	0	67	326	0	326
Dépréciations	-1 479		-1 479	-1 462		-1 462
Obligations et autres titres à revenu fixe (2)	1 056 716	0	1 056 716	1 125 671	0	1 125 671
Valeurs brutes	1 096 712	0	1 096 712	1 162 165	0	1 162 165
Créances rattachées	2 522	0	2 522	2 771	0	2 771
Dépréciations	-42 518		-42 518	-39 265		-39 265
Actions et autres titres à revenu variable	0	0	0	0	0	0
Valeurs brutes	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0
Dépréciations	0	0	0	0	0	0
Total	1 099 319	0	1 099 319	1 219 319	0	1 219 319
(1) La cession d'une partie du portefeuille au fonds CRONUS le 08/06/2023 déclenche le reclassement en Placement du portefeuille Investissement [ANC 2014-07 Art. 2341-2] L'impossibilité de reconstituer un portefeuille d'Investissement court jusqu'au 01/01/2026						
(2) Dont parties liées détaillées en 3.5.2						

Le montant des moins-values latentes des titres enregistrées en dépréciations s'élève à 44,0 M€.

Le montant des plus-values latentes des titres, correspondant à la différence entre la valeur de marché et la valeur d'acquisition, est non significative au 31/12/2024.

Milleis Banque ayant cédé une part significative de son portefeuille de titres d'Investissement au fonds CRONUS le 08/06/2023 afin de pouvoir constituer au sein du fonds des opérations de couverture, et par application du règlement ANC 2014-07 Art. 2341-2, Milleis Banque a reclassé l'entier de son portefeuille de titres d'Investissement dans la catégorie des titres de placement, et ce à minima jusqu'au 31/12/2025.

3.5. Tableau des filiales et des participations :

Filiales et participations montants exprimés (En milliers d'Euros)	Capital 31/12/2024	Capitaux propres autres que le capital et FRBG le cas échéant 31/12/2024	Quote-part du capital détenu (en) 31/12/2024	Valeur comptable des titres détenus Brute	Valeur comptable des titres détenus Nette
Filiales (détenues à + de 50%)					
SA - Milleis Vie 2-20 Place des Vins de France - 75012 Paris	71 000	98 551	99,99%	219 702	219 702
SA - Cholet Dupont Oudart 16, Pl de la Madeleine, 75008 Paris	4 266	47 533	97,87%	120 811	120 811
FCP - Cronus (1) BNP Paribas Asset Management France 1 boulevard Haussmann 75009 Paris	320 250	N/A	100,00%	304 083	304 083
Total	395 517	146 084		644 595	644 595
(1) Fonds Professionnel Spécialisé tenu par BNPP AM et dont la valeur nette fin 2024 est de 320,3 M€.					

Filiales et participations montants exprimés (En milliers d'Euros)	Prêts, avances consenties non encore remboursés et TDSI en 2024	Montant des avals et cautions donnés en 2024	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé 31/12/2024	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) au 31/12/2024	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice en 2024
Filiales (détenues à + de 50%)					
SA - Milleis Vie 2-20 place des vins de France - 75012 Paris	0	0	385 868	16 345	30 009
SA - Cholet Dupont Oudart 16, Pl de la Madeleine, 75008 PARIS	0	0	25 163	1 755	0
FCP - Cronus BNP Paribas Asset Management France 1 boulevard Haussmann 75009 Paris	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Total	0	0	411 032	18 099	30 009

3.5.1. **Entreprise dont l'établissement est associé indéfiniment responsable.** — Milleis Ban que ne dispose pas d'entreprise dont elle est associée indéfiniment responsable.

3.5.2. Opérations avec les entreprises liées :

(En milliers d'Euros)	CFHMM		MVIE		CDO		CD AM		FCT KUIPER		TOTAL	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Actifs	100	83	1 957	3 499	1 108	1 109	263	207	692 832	761 452	696 260	766 350
Obligations et Autres Titres à revenu fixe	0	0	0	0	0	0	0	0	683 325	751 199	683 325	751 199
Autres actifs	0	0	0	0	0	0	0	0	9 507	10 253	9 507	10 253
Comptes de Régularisation Actif	100	83	1 957	3 499	1 108	1 109	263	207	0	0	3 428	4 898
Passifs	45 164	36 320	49 581	25 235	146 356	194 635	0	0	0	0	241 101	256 190
Opérations avec la Clientèle Passif	45 164	36 320	49 581	25 235	146 356	194 635	0	0	0	0	241 101	256 190
Comptes de Régularisation Passif	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Résultat	117	93	42 342	11 925	-5 068	-3 566	1 008	508	9 796	114	48 195	9 073
Intérêts et assimilés			-2 959	-1 092	-6 221	-4 635			1 652	114	-7 528	-5 613
Commissions			10 762	8 983			1 008	508			11 770	9 491
Autres éléments d'exploitation bancaire	117	93	4 530	4 034	1 153	1 068			6		5 806	5 196
Dividendes et assimilés			30 009						8 138		38 148	0
Hors-bilan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Engagements de garantie donnés											0	0

3.6. Immobilisations incorporelles et corporelles :**3.6.1. Immobilisations incorporelles :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Acquisition / dotation	Sortie / reprise	Autres mouvements (*)	31/12/2024
Valeurs brutes	51 063	822	-227	1 035	52 693
Droit au bail et fonds commerciaux	6 677	0	0	0	6 677
Logiciels	44 386	822	-227	1 035	46 016
Amortissements et dépréciations	23 600	5 204	-227	0	28 576
Droit au bail et fonds commerciaux	4 124	822	0	0	4 945
Logiciels	19 476	4 383	-227	0	23 631
Total valeurs nettes	27 464	-4 382	0	1 035	24 116
(*) Immobilisations en cours					

3.6.2. Immobilisations corporelles :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Acquisition / dotation	Sortie / reprise	Autres mouvements (*)	31/12/2024
Valeurs brutes	13 237	1 126	-1 011	347	13 699
Agencements et installations	7 419	630	-591	195	7 653
Mobiliers et matériels informatiques	5 818	496	-420	151	6 045
Amortissements et dépréciations	5 036	1 922	-1 011	0	5 947
Agencements et installations	2 191	1 166	-591		2 766
Mobiliers et matériels informatiques	2 844	756	-420		3 181
Total valeurs nettes	8 201	-796	0	347	7 752
(*) Immobilisations en cours					

3.7. Actions propres. — Suite à l'opération d'actionnariat salarié réalisé en 2023 au sein du FCPE MILLEIS, Milleis Banque procède périodiquement au rachat de ses actions propres auprès des salariés qui remplissent les conditions de rachat. Milleis Banque n'a pas émis d'intention de destination pour ces actions, et les conserve donc à son bilan, ces dernières n'excédant pas les seuils réglementaires.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Acquisition	Cession	Autres mouvements	31/12/2024
Valeurs brutes	0	90	0	0	90
Valeur d'acquisition	0	90	0	0	90
Total valeurs nettes	0	90	0	0	90

3.8. Autres actifs, autres passifs & comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Autres ACTIFS / PASSIFS	15 977	11 984	17 068	22 322
Créances sociales et fiscales	3 374		2 832	
Dettes fiscales et sociales (1)		8 517		11 509
Dépôts de garantie versés (2) et reçus	2 586	179	3 720	184
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers (3)	10 017	3 288	10 516	10 628
Dépréciations sur autres actifs	0		0	
Comptes de régularisation ACTIFS / PASSIFS	29 647	18 102	34 577	19 371
Engagements sur devises	0	0	0	0
Charges et produits constatés d'avance	5 853	0	4 860	0
Produits à recevoir et charges à payer	14 115	16 701	25 113	15 747
Valeurs à l'encaissement	9 677	1 401	4 682	3 624
Autres	1	0	1	0
Dépréciations sur autres créances	0	0	-79	0
Total	45 624	30 086	51 646	41 693

(1) Au 31/12/2024 : Dont 5,5 M€ de provisions pour congés payés
(2) Au 31/12/2024 : Dont 1,8 M€ de dépôt de garantie versé au Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR)
(3) A l'actif : Dont 9,5 M€ de fonds de roulement attribué au fonds KUIPER
(3) Au passif : Dont 3,3 M€ matérialisant le complément de prix (earn-out) attribué aux actionnaires de CDO

3.9. Provisions.

3.9.1. Tableau de variation des provisions :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Provisions pour engagements sociaux	13 226	1 228	-2 076	12 378
Autres provisions pour risques	9 972	2 165	-3 849	8 288
Provisions pour litiges	8 900	1 486	-2 800	7 586
Provisions pour PEL/CEL	397	0	0	397
Provisions pour risques divers	675	679	-1 049	305
Total	23 198	3 393	-5 925	20 666

Sur l'exercice 2024, le montant des reprises de provisions de 5,9 M€ se répartissent comme suit :

- Provisions utilisées : 3,7 M€
- Provisions non utilisées : 2,2 M€

3.9.2. Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Dotations	Reprises	Autres mouvements	31/12/2024
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs	3 916	522	-1 652	0	2 786
Dépréciations sur créances sur la clientèle	3 837	522	-1 573		2 786
Dépréciations sur autres créances	79	0	-79		0
Dépréciations pour risques de contrepartie inscrites au passif	6	0	-6	0	0
Provisions sur engagements hors bilan	0				0
Provisions pour risques de contrepartie clientèle	6	0	-6		0
Total	3 922	522	-1 658	0	2 786

3.9.3. Provisions pour engagements sociaux.

Milleis Banque a deux dispositifs en matière d'avantages du personnel :

— Régime à cotisations définies : L'engagement de Milleis Banque consiste à verser un montant défini à un organisme externe, qui assure le paiement des prestations en fonction des avoirs disponibles pour chaque participant au régime. Les principaux régimes de retraite à cotisations définies dont bénéficient les salariés du groupe regroupent notamment l'assurance vieillesse obligatoire et les régimes de retraite nationaux AGIRC et ARRCO.

Les montants versés au titre des régimes à cotisations définies sont comptabilisés en charges de la période.

— Régime à prestations définies : L'engagement consiste pour l'entreprise à gérer les actifs financiers par la collecte de cotisations auprès des employés et à assumer elle-même la charge des prestations, ou à en garantir le montant final soumis à des aléas futurs.

Le groupe peut accorder à ses salariés :

- Des avantages postérieurs à l'emploi tels que les indemnités de départ à la retraite : Les salariés bénéficieront au moment de leur départ en retraite d'une rente venant s'ajouter aux pensions servies par les régimes nationaux. Ce dispositif bénéficie aux salariés de Milleis Banque et Milleis Vie.
- Les autres avantages à long terme désignent les avantages, non postérieurs à l'emploi, qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Sont notamment concernés les médailles du travail, le régime de retraite supplémentaire et la pension bénévole.

La provision sur avantages du personnel du groupe Milleis s'élève au 31/12/2024 à 12,4 M€.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies	9 332	9 891
Compléments de retraite et autres régime	388	334
Indemnités de fin de carrière	8 943	9 557
Autres avantages à long terme	3 046	3 336
Médailles du travail	3 046	3 336
Total	12 378	13 226

Principales hypothèses actuarielles pour l'évaluation au 31/12/2024 :

Taux appliqués (en %)	31/12/2024			31/12/2023		
	Taux d'actualisation	Taux d'inflation	Taux de croissance des salaires	Taux d'actualisation	Taux d'inflation	Taux de croissance des salaires
Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies						
Compléments de retraite et autres régime	2,65%	2,00%	2,00%	3,00%	2,10%	2,50%
Indemnités de fin de carrière	3,25%	2,00%	2,00%	3,25%	2,10%	2,50%
Autres avantages à long terme						
Médailles du travail	3,00%	2,00%	2,00%	3,15%	2,10%	2,50%

Le taux d'actualisation correspond à celui de la courbe des taux IBOXX AA de la zone Euro Yield 10 ans pour les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies, et à celui de la courbe des taux IBOXX AA de la zone Euro Yield 9 ans pour les autres avantages à long terme.

Les tables de mortalité utilisées sont celles établies par l'Insee pour les hommes et les femmes (INSEE TD/TV 2018-20).
L'âge de départ à la retraite retenu pour l'ensemble pour le management est de 64 ou 65 ans, et de 62 ou 64 ans pour le reste du personnel.

3.10. Capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	Capital	Primes d'émission	Primes d'apport	Réserves (*)	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Total au 31 décembre 2023	135 684	890	387 368	547	-317 699	-100 608	106 182
30/05/2024 - Affectation résultat 2023					-100 608	100 608	0
Résultat de la période						-14 917	-14 917
Total au 31 décembre 2024	135 684	890	387 368	547	-418 307	-14 917	91 264

(*) : Dont le poste "Réserve Légale" qui s'élève à 534milliers d'euros

Le capital social de Milleis Banque SA est composé de 128 004 142 actions ordinaires d'un nominal de 1,06€ pour un montant de 135 684 390,52€. Aucune action de préférence n'a été émise par Milleis Banque SA.

3.11. Durée résiduelle des emplois et des ressources. — Les emplois et les ressources définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Caisse, banques centrales, CCP	31 743					31 743
Créances sur les établissements de crédit	50 611					50 611
Opérations avec la clientèle	10 222	29 993	117 675	243 343		401 233
Effets publics et valeurs assimilées	26 417	7 392		8 794		42 603
Obligations et autres titres à revenu fixe			63 072	993 644		1 056 716
Total des emplois	118 993	37 385	180 747	1 245 781	0	1 582 906
Caisse, banques centrales, CCP	425 074					425 074
Dettes envers les établissements de crédit	671					671
Opérations avec la clientèle	1 498 020	178 289	61 842	1 825		1 739 976
Total des ressources	1 923 765	178 289	61 842	1 825	0	2 165 721

IV. – Informations sur le Hors-Bilan.

4.1. Engagements reçus et donnés :

4.1.1. Engagements de financement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Donnés - en faveur de la clientèle	47 017	50 718
Prêts consentis	22 940	24 376
Autorisation de découverts consentis	24 078	26 343
Total des engagements de financement donnés	47 017	50 718

4.1.2. Engagements de garantie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Donnés - d'ordre d'établissement de crédit	0	0
Garanties sur titre données EC	0	0
Autres garanties données EC	0	0
Donnés - d'ordre de la clientèle	3 369	2 677
Cautions administratives et fiscales	581	523
Cautions données CLT	2 788	2 154
Autres garanties données CLT	0	0
Reçus - d'ordre d'établissement de crédit	1 439 077	1 130 040
Crédit logement, CNP, SACCEF,	1 439 077	1 130 040
Autres garanties reçues EC	0	0

4.1.3. Engagements sur titres :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
HB - Engagements sur titres à livrer	0	0
HB - Engagements sur titres à recevoir	0	0

4.1.3. Opérations non débouclées en devises :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Opérations de change comptant	0	0
Monnaies à livrer non livrées	0	0
Monnaies à recevoir non reçues	0	0
Total	0	0

V. – Informations sur le compte de résultat.**5.1. Intérêts, produits et charges assimilés :**

(En milliers d'Euros)	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit (1)	4 245	-12 347	-8 102	3 922	-4 877	-955
Opérations avec la clientèle (2)	7 013	-22 504	-15 491	13 534	-14 345	-811
Obligations et autres titres à revenu fixe	20 967	-2 661	18 305	18 467	-4 278	14 189
Total	32 225	-37 513	-5 288	35 923	-23 500	12 423

(1) Les opérations de MRO menées avec la BCE matérialisent un nouveau coût de refinancement
(2) Les charges liées à la rémunération des comptes à la clientèle ont augmenté pour faire face à l'attrition dans un contexte de tension sur les liquidités
Les produits d'intérêt des crédits à la clientèle ont diminué du fait de l'externalisation des créances de crédit dans le FCT KUIPER

5.2. Revenus des titres à revenu variable :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Participations et autres titres détenus à long terme	8 138	0
Parts dans les entreprises liées (1)	30 009	0
Total	38 148	0

5.3. Commissions :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire	28	-112	-84	27	-53	-26
Opérations avec la clientèle	8 169	0	8 169	8 727	0	8 727
Opérations sur titres	32 264	-1 444	30 820	34 232	-1 532	32 700
Moyens de paiement	3 334	-1 853	1 482	3 742	-1 774	1 968
Opérations de change	285	0	285	217	0	217
Prestations de services financiers	30 339	-456	29 883	28 360	-694	27 666
Total	74 420	-3 865	70 555	75 305	-4 053	71 252

5.4. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation :

En milliers d'euros	Exercice 2024	Exercice 2023
Opérations de change	314	313
Opérations de hors bilan	0	-9
Total	314	304

5.5. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement, investissement et assimilés :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Dépréciations	-3 270	-7 824
Dotations	-3 682	-21 500
Reprises	412	13 676
Résultat de cession	1 175	-53 331
Plus-value de cession	1 175	0
Moins-value de cession (1)	0	-53 331
Total	-2 094	-61 155
(1) 2023 : Intégralement constituée de la moins-value de transfert des titres au fonds CRONUS		

5.6. Autres produits et charges d'exploitation bancaire :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Refacturation de charges et produits bancaires	6 356	0	6 356	5 633	0	5 633
Autres activités diverses	1 223	-2 513	-1 290	1 328	-2 898	-1 571
Total	7 579	-2 513	5 066	6 961	-2 898	4 063

5.7. Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Frais de personnel	-74 389	-75 963
Salaires et traitements	-46 146	-46 609
Charges de retraite et assimilées	-4 609	-4 496
Autres charges sociales	-18 087	-18 942
Intéressement des salariés	0	0
Participations des salariés	0	0
Impôts et taxes liés aux rémunérations	-5 547	-5 916
Autres charges générales d'exploitation	-40 805	-44 147
Impôts et taxes	-1 062	-1 662
Autres charges générales d'exploitation	-39 743	-42 485
Total	-115 194	-120 109

L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice 2024 est de 603 salariés.

5.8. Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Amortissements	-8 039	-7 721
Dotations	-8 039	-7 721
Dépréciations	912	912
Dotations	0	0
Reprises	912	912
Total	-7 127	-6 809

5.9. Coût du risque :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2024					Exercice 2023				
	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs	-522	1 652	-634	201	697	-1 271	2 339	-988	213	293
Interbancaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Clientèle	-522	1 652	-634	201	697	-1 271	2 339	-988	213	293
Titres et débiteurs divers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Provisions	0	6	0	0	6	-6	119	0	0	113
Provisions pour risque clientèle	0	6	0	0	6	-6	119	0	0	113
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	-522	1 658	-634	201	703	-1 277	2 458	-988	213	406

5.10. Gains et pertes sur actifs immobilisés :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
	Participations et autres titres à long terme	Participations et autres titres à long terme
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Résultat de cession	0	11
Plus-value de cession	0	11
Moins-value de cession	0	0
Immobilisations financières		
Dépréciations	0	0
Dotations	0	0
Reprises	0	0
Résultat de cession	0	-873
Plus-value de cession	0	0
Moins-value de cession (1)	0	-873
Total	0	-862
<i>(1) 2023 : Moins value constatée lors de l'autoliquidation des titres de participation du fonds CRONUS Dans le cadre d'une opération de retour de titres dans son bilan</i>		

5.11. Résultat exceptionnel :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Correction d'erreur	0	0	0	0	0	0
Autres activités (1)	0	0	0	0	-122	-122
Total	0	0	0	0	-122	-122

5.12. Impôts sur les bénéfices. — À la suite de l'option pour le régime de l'intégration fiscale (en application des dispositions de l'article 223 A et suivants du CGI) exercée en date du 05/03/2018 par la société Nestor Bidco (devenue CFHMM le 18/04/2019), une convention d'intégration fiscale a été signée le 08/03/2018 avec cette dernière et a pris effet à compter du 01/01/2018. Une seconde convention d'intégration fiscale a été signée le 21/12/2023 avec CFHMM, et notifiée à l'administration fiscale le 26/02/2024 pour une prise d'effet à compter du 01/01/2024.

Milleis Banque doit verser à CFHMM, à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe et quel que soit le montant effectif dudit impôt, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat et/ou sa plus-value nette à long terme de l'exercice si elle était imposable distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont Milleis Banque aurait bénéficié en l'absence d'intégration.

Compte tenu de sa situation déficitaire, aucune imposition n'est due au titre de l'exercice 2024.

VI. – Autres informations.

6.1. Consolidation. — La société Milleis Banque n’établit plus de comptes consolidés depuis le 01/01/2019 puisqu’elle est elle-même consolidée par la méthode d’intégration globale par sa maison mère, la Compagnie Financière Holding Mixte Milleis qui établit en France ses comptes consolidés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu’adopté dans l’Union Européenne et applicable à cette date.

6.2. Rémunérations, avances, crédits et engagements. — L’Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d’Administration, émet un avis favorable sur l’enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l’exercice clos le 31/12/2024 aux catégories de personnel visées à l’article L511-71 du Code Monétaire et Financier, s’élevant à un total de 6 410 929 € bruts.

6.3. Honoraires des commissaires aux comptes :

(En milliers d'Euros) (HT)	MAZARS		RSM		EY		TOTAL	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Missions de certification des comptes (1)	265	263	0	0	286	296	551	560
Services autres que la certification des comptes	26	31	0	13	27	39	52	83
Total	290	294	0	13	313	336	604	643

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.
(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

À l’assemblée générale de la société Milleis Banque,

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société Milleis Banque relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d’audit.

Fondement de l’opinion :

— **Référentiel d’audit** : Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit. — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

— **Appréciation du risque de crédit et dépréciation des opérations avec la clientèle :**

Risque identifié	<p>Les créances douteuses sur la clientèle s'élèvent à M€ 14,2 dans les comptes annuels au 31 décembre 2024. Elles sont porteuses d'un risque de crédit qui expose votre société à une perte potentielle dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.</p> <p>Votre société constitue des dépréciations afin de couvrir ce risque. Au 31 décembre 2024, les dépréciations individuelles s'élèvent à M€ 2,8, comme présenté dans la note 3.3 de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Les principes comptables d'évaluation des dépréciations individuelles sont présentés dans la note 2.3.2 de l'annexe aux comptes annuels. Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées trimestriellement, créance par créance, sur la base d'une analyse du risque et en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues.</p> <p>Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur en cours douteux.</p> <p>Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit et de ces dépréciations constituait un point clé de l'audit dans la mesure où elles représentent une zone d'estimation significative pour l'établissement des comptes annuels.</p>
Notre réponse	<p>Nous avons évalué la conception et testé l'efficacité opérationnelle des contrôles que nous avons jugé clés pour notre audit.</p> <p>Nous avons examiné, en incluant dans nos équipes des membres ayant une compétence particulière en systèmes d'information, les dispositifs qui garantissent la qualité des données utilisées par les modèles de notation et de dépréciation.</p> <p>Nous avons pris connaissance des processus liés :</p> <ul style="list-style-type: none"> – à l'identification des indicateurs de dépréciation (tels que l'existence d'impayés et l'antériorité de ces impayés) ; – à la classification des expositions en créances douteuses ; – au suivi et à la valorisation des garanties ; – à la détermination des dépréciations sur créances douteuses et au dispositif de gouvernance et de validation associé. <p>Nous avons, avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit, procédé à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'appréciation des méthodologies ainsi que les hypothèses prospectives retenues par votre société ; – l'examen de la méthodologie et des résultats du backtesting des paramètres de risques. <p>En complément, pour un échantillon de dossiers sélectionnés sur la base de critères de significativité et de risque, nous avons procédé à une analyse de crédit consistant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – prendre connaissance des dernières informations disponibles sur la situation des contreparties douteuses ; – réaliser des analyses contradictoires des hypothèses retenues ainsi que des estimations de provisions arrêtées par la direction sur la base des informations mises à notre disposition par l'établissement et de données externes ; – contrôler l'enregistrement en comptabilité des dépréciations estimées. <p>Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations figurant dans l'annexe aux comptes annuels au titre des dépréciations des créances à la clientèle.</p>

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise.

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes.**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Milleis Banque par votre assemblée générale du 30 mai 2023 pour le cabinet Forvis Mazars SA et du 19 juillet 2021 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Forvis Mazars SA était dans la deuxième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la quatrième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— **Rapport au comité d'audit** : Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 13 mai 2025.

Les Commissaires aux comptes :

Forvis Mazars SA :

Olivier GATARD,
Associé

Ernst & Young Audit :

Vincent ROTY
Associé